

Les Russes toujours bien présents dans l'ouest de la Géorgie

La Russie a conservé hier des positions avancées dans l'ouest de la Géorgie, notamment autour de la ville portuaire de Poti, rejetant les accusations occidentales selon lesquelles elle ne respecte pas le plan de paix.

Des soldats russes portant l'insigne des forces de maintien de la paix se trouvaient aux entrées nord et sud de Poti ainsi qu'à Teklati (ouest), a constaté un journaliste de l'AFP.

Quatre blindés et des soldats russes de maintien de la paix tenaient en particulier un pont à la sortie du port de Poti, sur la route menant à Senaki, et renforçaient leur position à l'aide d'une pelleuse. Les forces russes se sont retirées en revanche de la base aérienne de Senaki, laissant derrière elles un spectacle de désolation.

Au même moment, Moscou annonçait que ses troupes allaient continuer à contrôler Poti, ville qui se trouve pourtant hors de la zone tampon dans laquelle, selon l'état-major russe, les soldats de la paix peuvent circuler pour assurer la protection des Républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

«Les forces de maintien de la paix russes contrôleront la situation dans la ville de Poti et dans d'autres points de peuplement sous la forme de patrouilles», a déclaré le général Anatoli Nogovitsyne, chef d'état-major adjoint de l'armée russe.

«Toutes les activités du contingent de maintien de la paix russe reposent sur les six principes qui ont été signés par les présidents de Russie (Dmitri Medvedev) et de France», Nicolas Sarkozy, a-t-il assuré.

La France et les Etats-Unis vendredi et l'Allemagne hier ont appelé la Russie à «achever» son retrait de Géorgie «confor-

mément aux engagements» pris dans le cadre du cessez-le-feu. L'Otan a aussi exigé hier un repli des forces russes sur leurs positions «d'avant-la crise». Moscou affirme, pour sa part, avoir achevé vendredi soir le retrait de ses forces régulières de Géorgie (hors Abkhazie et Ossétie du Sud) mais estime que l'accord de cessez-le-feu lui donne le droit de maintenir assez loin en territoire géorgien des soldats de la paix.

L'accord prévoit que «dans l'attente d'un mécanisme international», les forces de paix russes mettent en œuvre des «mesures additionnelles de sécurité», mais il ne prévoit pas clairement les limites de leur zone de sécurité.

Dans le centre de la Géorgie, les forces russes ont quitté la route reliant la capitale Tbilissi à la ville de Gori. Mais des soldats de maintien de la paix ont mis en place des barrages à moins de 10 km au nord de cette localité sur les voies menant à Tskhinvali, la capitale sud-ossète, a constaté un correspondant de l'AFP.

Une partie de Gori restait, par ailleurs, fermée à la population civile, des opérations de déminage étant en cours, une mesure confirmée par le ministère géorgien de l'Intérieur. Selon le secrétaire du Conseil de sécurité géorgien Alexandre Lomaïa, les forces russes comptent maintenir des points de contrôle à Poti, Chkhorotskou, Tsalenjikha, Khobi et près de Satchkéré, dans le tiers ouest du pays.

«Ils n'ont pas de base légale pour cela», a-t-il affirmé. Face à



Moscou continue de contrôler la ville de Poti.

Photo : DR.

la violence de la réaction russe à l'offensive militaire géorgienne contre l'Ossétie du Sud, les critiques et les interrogations continuent dans le monde occidental.

Le secrétaire américain au Commerce, Carlos Gutierrez, est allé jusqu'à menacer la Russie d'exclusion du G8 et de suspension de sa candidature à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

«Nous avons admis la Russie au sein du groupe des huit pays les plus industrialisés (G8) et nous avons salué et encouragé le souhait de la Russie d'entrer à l'OMC. Tout ceci est maintenant en jeu», a déclaré M. Gutierrez à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*.

Le général Nogovitsyne a accusé hier la Géorgie «de préparer des attaques armées sur le territoire de l'Ossétie du Sud et dans les districts frontaliers». La situation risque de se tendre

aussi en mer Noire, où les pays de l'Otan ont envoyé des navires pour des exercices militaires de «routine» et où un bâtiment de la marine américaine faisait route vers la Géorgie pour apporter de l'aide humanitaire.

«Je ne pense pas que cela va aider à stabiliser la situation dans la région», a déclaré M. Nogovitsyne, estimant que l'Otan «sous couvert d'aide humanitaire» voulait renforcer sa présence navale en mer Noire.

A l'ONU, Occidentaux et Russes n'ont pas trouvé de terrain d'entente pour adopter une résolution sur le conflit en Géorgie, les alliés de Tbilissi souhaitant qu'y soit clairement réaffirmé le principe de l'intégrité territoriale géorgienne.

L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont appelé Moscou à reconnaître leur indépendance et le Parlement russe doit examiner ces demandes demain lundi.

Deux bateaux de militants pro-palestiniens à Gaza malgré le blocus

Deux bateaux transportant une quarantaine de militants pro-palestiniens ont réussi hier à gagner la bande de Gaza après qu'Israël les eut autorisés à passer malgré son blocus du territoire contrôlé par les islamistes du Hamas.

L'objectif des 44 militants était d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le sort des 1,5 million de Palestiniens qui font l'objet d'un blocus imposé par Israël depuis des mois.

Au terme d'un périple débuté en Grèce, avec des escales à Rhodes, en Crète et à Chypre, les 44 militants sont arrivés dans le port de Gaza peu avant 18h (15h GMT), accueillis par des centaines de Palestiniens brandissant des drapeaux et de nombreuses petites embarcations venues à leur rencontre.

Israël avait dans un premier temps demandé aux militants de ne pas s'approcher des côtes du territoire palestinien mais avait finalement décidé hier de les laisser passer.

«Ils voulaient une provocation en mer mais ils ne l'auront pas.

Nous savons qui sont les passagers et ce qu'ils transportent, donc nous ne voyons aucun problème à les laisser entrer», a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Aviv Shiron.

«Il n'y aura aucun contact entre la marine (israélienne) et les bateaux», a-t-il ajouté. Depuis le début de la traversée, les militants pro-palestiniens craignaient qu'Israël ne les empêche de mener à bien leur opération.

Avant leur départ de Chypre vendredi matin, ils avaient affirmé avoir reçu des menaces de mort pour les dissuader de prendre part à l'expédition et hier matin, ils avaient dit, dans un message envoyé depuis leurs bateaux, que leurs systèmes de communications avaient été brouillés.

Mardi, l'Etat hébreu avait demandé aux militants de ne pas tenter de s'approcher de la bande de Gaza.

«Nous supposons que vous avez de bonnes intentions mais, en fait, le résultat de votre action, c'est que vous soutenez le régime d'une organisation terroriste à Gaza», indiquait le ministère israélien des Affaires étrangères dans une lettre ouverte aux participants, en référence au Hamas qui a pris le contrôle de la bande de Gaza par la force en juin 2007.

A Chypre, les militants avaient indiqué que leurs bateaux avaient été «inspectés et certifiés par les autorités chypriotes comme ne transportant aucune arme ou (objet de) contrebande de quelque sorte». *Liberty et Free Gaza*, qui battent pavillon grec, transportaient 200 prothèses auditives et 5 000 ballons destinés aux enfants de Gaza.

Parmi les passagers, âgés entre 22 et 81 ans et en majorité

américains et britanniques, figure Lauren Booth, belle-sœur de l'ancien Premier ministre Tony Blair, actuellement représentant du quartette pour le Proche-Orient.

Une vingtaine d'embarcations de pêche palestiniennes, qui avaient quitté hier matin le port de Gaza pour croiser à la rencontre des deux bateaux, avaient dû rebrousser chemin après des tirs de semonce de vedettes de la marine israélienne, selon une journaliste de l'AFP.

Le «Mouvement liberté pour Gaza», à l'origine de cette opération, a été fondé il y a deux ans et regroupe notamment des défenseurs des droits de l'homme, des travailleurs humanitaires et des journalistes, selon son site www.freegaza.org.

En mars, des ONG internationales avaient affirmé que la situation humanitaire dans la bande de Gaza était la pire depuis l'occupation du territoire par Israël en 1967.

Un blogueur égyptien à nouveau arrêté

Un blogueur égyptien, détenu depuis un mois et qui devait être libéré, a été de nouveau arrêté en vertu de la loi d'urgence, ont déclaré hier des groupes de défense des droits de l'homme.

Mohammed Refaât avait été arrêté le 21 juillet pour offense aux institutions de l'Etat, atteinte à la sécurité publique et incitation à manifester et à la grève, ont déclaré le Réseau arabe pour les droits de l'homme et le Centre juridique Hisham Mubarak dans un communiqué.

«La sécurité d'Etat avait décidé de le relâcher le 17 août, mais un ordre d'arrestation a été lancé (le même jour) au titre de la loi d'urgence», ajoute le texte.

Sur son site, le blogueur, dont le domicile avait été perquisitionné et l'ordinateur confisqué, se décrit comme un «musulman égyptien qui rêve de voir son pays libre et cherche à réaliser son rêve par les médias».

La police égyptienne a arrêté plusieurs blogueurs politiques au cours des derniers mois. Des militants avaient appelé sur internet à deux reprises, le 6 avril puis le 4 mai, à une journée de protestation contre la hausse des prix.

Selon RSF, l'Egypte compte six millions d'internautes et la blogosphère y est l'une des plus actives du Moyen-Orient.

L'état d'urgence, mis en place après l'assassinat du président Anouar Al-Sadate en 1981, est toujours en vigueur.

Le veuf de Benazir Bhutto, candidat à la présidence du Pakistan

Asif Ali Zardari, veuf de l'ancien Premier ministre pakistanais Benazir Bhutto, a décidé de présenter sa candidature à la présidence de la République pour succéder au général Pervez Musharraf, démissionnaire, a-t-on appris hier auprès de son parti. «M. Asif Ali Zardari a accepté de participer à l'élection présidentielle après avoir été désigné à l'unanimité par son parti», le Parti du peuple pakistanais (PPP), a annoncé, à la presse, le secrétaire général de cette formation, Raza Rabbani. Les parlementaires du PPP avaient désigné vendredi M. Zardari au cours d'une réunion du comité central exécutif du parti. Le Pakistan doit élire le successeur de Pervez Musharraf, démissionnaire, le 6 septembre. Selon la Constitution pakistanaise, le nouveau chef de l'Etat est désigné par les deux assemblées parlementaires réunies en Congrès et par les quatre assemblées provinciales.